

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule Environnement SUD
2 rue Jean Richepin - BP 60079 - 66050 Perpignan Cedex

Perpignan, le 19/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REPUBLIC TECHNOLOGIES FRANCE SAS

3750 avenue Julien Panchot - BP 80424
ZA Orles
66000 Perpignan

Références : 2026 – 030 – PR/EX
Code AIOT : 0018300033

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2026 dans l'établissement REPUBLIC TECHNOLOGIES FRANCE SAS implanté 3750 avenue Julien Panchot - BP 80424 ZA Orles 66000 Perpignan. L'inspection a été annoncée le 07/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite de 7 ans pour ce site. Cette inspection inclut l'action 5% "Produits chimiques" ainsi que la réglementation des "équipements sous pression (ESP)" et ayant pour but de contrôler par sondage le respect de :

- la situation de l'installation au regard de la réglementation "ICPE" ;
- l'application des dispositions du règlement n°1907/2006 du 18 décembre 2006 (REACH) et notamment le respect des dispositions de la fiche de données de sécurité (FDS). Le règlement REACH (CE) n°1907/2006 du 18 décembre 2006 concerne l'enregistrement (Registration en anglais), l'évaluation (Evaluation) et l'autorisation (Authorisation) des substances chimiques ainsi que les restrictions applicables à ces substances (restriction of Chemicals);
- l'application des dispositions l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif à l'exploitation des ESP

En application des articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement l'objet du présent rapport est d'informer la préfecture des constats relevés et de proposer les suites à donner à cette inspection. Une copie du rapport doit par ailleurs être transmise à l'exploitant qui peut faire part de ses observations à l'autorité administrative.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REPUBLIC TECHNOLOGIES FRANCE SAS
- 3750 avenue Julien Panchot - BP 80424 ZA Orles 66000 Perpignan
- Code AIOT : 0018300033
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société République Technologies France fait partie du groupe République Group, dont le siège social est basé à Chicago. Ce groupe est spécialisé dans la fabrication et la fourniture d'une gamme complète de produits pour fumeurs.

Républic Technologies France, qui dispose de près de deux siècles d'expérience dans le monde des papiers à cigarettes à travers les différentes successions d'entreprises, est actuellement n°1 en France et n°2 à l'International pour les papiers à rouler (marques OCB, JOB, ZIG-ZAG notamment) et leader français depuis 1952 dans l'optique professionnelle. Le site d'Orles à Perpignan, qui est aujourd'hui la plus grande usine de production carnets de papiers à rouler au monde avec une capacité annuelle d'un milliard de cahiers, dispose d'une plate-forme logistique dans la zone de Torremila à Perpignan .

La Société République Technologies France exploite une usine de transformation et de conditionnement de papier mince à Perpignan. Cette usine située dans le secteur d'Orles à la sortie de Perpignan en direction de Toulouges, sur l'ancienne route de Thuir, produit des papiers à rouler. Elle s'étend sur un terrain de 3,9 ha comprenant 15 000 m² d'atelier et 2 300 m² de magasin de stockage.

Initialement cette usine a été construite par la société JOB en 1974 / 1975 afin de déménager l'atelier de fabrication de bâtonnets filtres pour cigarettes qui se situait rue Émile Zola à Perpignan et qui créait des nuisances pour les riverains. A la suite du rachat de ce site de production par la société République Technologies France en juillet 2000, l'usine a fait l'objet de divers aménagement et d'une extension de l'unité de production qui a nécessité une procédure d'autorisation complète et qui a abouti à l'arrêté préfectoral n°304 du 31 janvier 2003.

Afin de prendre en compte la réorganisation de l'usine d'Orles et en particulier du transfert progressif de la majeure partie du stockage vers son site de Torremila et de l'installation d'un nouvel atelier de production en lieu et place du stockage sur le site d'Orles, la société a déposé le 4 février 2011 une demande d'actualisation des prescriptions de son arrêté d'autorisation qui a donné lieu à l'arrêté complémentaire du 31 mai 2011 qui a repris l'ensemble des prescriptions applicables pour cette installation. Cet arrêté du 31 mai 2011 constitue le document de référence. Il a été modifié (origine des approvisionnements en eau) par l'arrêté complémentaire du 12 juillet 2013.

La société République Technologie France ne fabrique pas de papier ; l'activité industrielle principale consiste en la transformation et le conditionnement de papier mince en carnets de papier à plat ou enchevêtrés destinés aux rouleaux de cigarette.

Le procédé utilisé est principalement mécanique et consiste en une transformation de produits à base de papier et leur conditionnement pour transport et commercialisation ;

Les différentes étapes de fabrication d'un cahier de feuilles enchevêtrées sont :-

- Le filigranage d'une bobine de papier, destiné à imprimer en transparence un logo sur le papier ;
- Le gommage de la bobine consistant en la dépose de filets de gomme servant de colle pour fermer la cigarette roulée sur elle-même ;
- Le tranchage des bobines en bobinettes coupées à la largeur définitive du carnet ;

- L'enchevêtrage des feuilles à partir des bobinettes gommées, qui conduit à des blocs de feuilles coupées à la longueur définitive (environ 7 cm) et contenant le nombre de feuilles définitif du carnet final ;
- L'encartage du bloc permettant d'obtenir le carnet final ;
- Le conditionnement des carnets : l'emboîtage du carnet dans des boîtes de regroupement ;
- La mise en carton des boîtes, la mise en palette des cartons.

Les unités de production sont alimentées au fil des besoins par les matières premières réceptionnées en magasin. La production est quant à elle stockée temporairement sur le site avant d'être expédiée sur le site Republic Technologies de Torremila à Perpignan, désormais soumis au régime d'enregistrement suite à l'extension réalisée en 2018.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

De manière générale, l'inspection a constaté que le site est bien tenu, tant sur le plan administratif que technique.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des installations concernées par une rubrique	Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Audits environnement	Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 9.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	ESP : Liste des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	ESP : Compte rendu d'inspection périodique (IP)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 4.1.1
3	Echéancier de mise en conformité	Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 9.5
5	Gestion des produits	Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 3.3
7	Stockage en îlots	Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 5.1
8	FDS Respect de ces dispositions	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
11	ESP : Attestation de requalification Périodique (RP)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, 5 faits « avec suites administratives » ont été relevés et sont récapitulés dans le tableau des points de contrôle. L'inspection propose à la préfecture d'adresser une lettre de suite administrative demandant à l'exploitant, sous un délai de 3 mois, de présenter les mesures mises en place pour répondre aux écarts relevés, en retournant à l'inspection les fiches de constats dûment complétées pour la partie concernée, accompagnées des justificatifs permettant de lever ces écarts.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations concernées par une rubrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, ICPE et IOTA
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• 2445-a. Transformation du papier, carton. Production de cahier de feuilles à rouler, produits optiques à partir de papier carton pour un volume de 30 t/j. Autorisation <ul style="list-style-type: none">• 1530-3. Dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés. Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1000 m ³ mais inférieur ou égal à 20000 m ³ . (Magasin « Bobines » : 560 m ³ ;Magasin « Articles de Conditionnement - Bureaux » : 1 700 m ³ ;Magasin « Articles de Conditionnement - Atelier F » : 680 m ³ ;Volume total : 2 940 m ³). Déclaration
Constats : <ul style="list-style-type: none">• <u>Rubrique 2445. Transformation du papier, carton</u> Le décret n° 2021-1558 du 02/12/21 a modifié la nomenclature des ICPE, supprimant le régime d'autorisation au profit du régime maximum d'enregistrement si la capacité de production est supérieure à 20 t/j. <p>A ce jour, les installations de RTF autorisées relèvent du régime de l'enregistrement par antériorité. Si la capacité de production du site est de 30t/j, la production moyenne est de 13 t/j.</p> Lors de cette évolution réglementaire, l'exploitant n'a pas demandé à ce que ses installations soient gérées via les règles de procédure de l'enregistrement. Ainsi, les arrêtés préfectoraux pris sous le régime de l'autorisation restent applicables. Dans ce cas : • les règles de procédures restent celles de l'autorisation (ainsi, les procédures embarquées continuent notamment à être intégrées); • le régime des installations est celui de l'enregistrement; • l'AMPG du régime d'enregistrement s'applique aux installations (sous réserve de l'arrêté préfectoral et de l'antériorité). • <u>Rubrique 1530. Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues</u> Le Décret n° 2020-1169 du 24/09/20 a modifié la nomenclature des ICPE, supprimant le régime d'autorisation et classant en déclaration avec contrôle si le volume susceptible d'être stocké est supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ . <p>Le volume déclaré n'a pas évolué avec un stockage de 2940 m³.</p> • <u>Rubrique 2910-A2. Combustion</u> L'exploitant a déclaré le 29/11/2021 une installation de combustion visée par la rubrique 2910-A2 pour 1,808 MW. Il s'agit d'un système « hydrogaz » comprenant 2 brûleurs de 0,9 MW chacun. <ul style="list-style-type: none">• <u>Rubrique 1185. Gaz à effet de serre fluorés</u> L'exploitant a déclaré le 12/04/2023 la modification des installations visées par la rubrique 1185 avec un nouvel équipement employant 110.65 kg de gaz au R1234ze, déclassant l'activité. <ul style="list-style-type: none">• <u>Rubrique 1.3.1.0. Prélèvement</u> L'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013193-0003 du 12 juillet 2013 autorise le prélèvement d'une capacité supérieure ou égale à 8 m ³ /h, dans le forage pour 4500 m ³ /an et 20 m ³ /h, sans mentionner la rubrique. En l'absence de prélèvement depuis plusieurs années, RTF prévoit la cessation administrative et technique du forage. En application de l'article 13 de l'AMPG du 11/09/03, l'inspection a rappelé que tout forage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine et l'absence de transfert de pollution.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection propose à l'exploitant, du fait de l'évolution des rubriques qui a conduit à modifier le régime de l'établissement de l'autorisation à l'enregistrement, qu'il précise les règles de procédure qu'il souhaite pour son usine, à savoir :

- soit le maintien des prescriptions de l'arrêté préfectoral en compléments des prescriptions des arrêtés ministériels applicables (les règles de procédures restent celles de l'autorisation) ;
- soit demander l'abrogation des prescriptions de l'arrêté préfectoral (les règles de procédures seront appliquées selon le régime de l'enregistrement) ;

Par ailleurs en cas de cessation du forage, l'exploitant doit justifier le respect des dispositions de l'article 13 de l'arrêté du 11/09/03 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des " articles L. 214-1 à L. 214-3 " du Code de l'environnement et relevant de la rubrique " 1.1.1.0 " de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommations d'eau

Prescription contrôlée :

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Consommation annuelle	maximale Consommation horaire
Nappe phréatique	4500 m ³	20 m ³
Réseau public	13000 m ³	

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception des installations pour limiter la consommation d'eau. En particulier, la réfrigération en circuit ouvert est interdite hormis en secours pour le refroidissement du sécheur d'air comprimé et sous réserve d'un débit inférieur à 1500 m³/an.

Le programme de gestion de la vanne automatique du système de refroidissement de secours via l'eau du forage doit être modifié afin d'optimiser la consommation d'eau de réfrigération.

L'utilisation de l'eau du forage est interdite pour l'arrosage des espaces verts.

Les installations de prélèvement sont munies d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique. Des compteurs divisionnaires sont positionnés afin de suivre les consommations d'eau pour les principales utilisations.

Constats :

L'exploitant a présenté en séance le registre de consommation d'eau qui consigne les relevés du compteur principal AEP, des compteurs secondaires par secteur d'activité (humidification, tour adiabatique, circuit gomme) et du compteur de forage.

Les relevés sont effectués de manière journalière, hebdomadaire, mensuel et annuel. Ce suivi affiné a permis à l'exploitant de réduire la consommation dans le temps. L'exploitant a souligné le changement du dispositif de refroidissement entre 2022 et 2023, ainsi que la mise en place d'un capteur de débit signalant une dérive de consommation.

Sur le réseau AEP on relève :

2025= 4390 m³ ; 2024= 4640 m³ ; 2023= 5185 m³ ; 2022= 7463 m³ ; 2021= 7881 m³ ; 2020= 7619 m³.

Sur le forage, dont le prélèvement est arrêté depuis 2024, on relève :

2023= 521 m³ ; 2022= 1488 m³ ; 2021= 995 m³ ; 2020= 1883 m³

Par ailleurs, l'inspection a consulté le PV de vérification des disconnecteurs de type BA par la société Sysclim le 6/10/2025 sur le réseau AEP et le 7/02/2024 sur le forage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Echéancier de mise en conformité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 9.5

Thème(s) : Situation administrative, cessation partielle

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 1 an à compter de la notification du présent arrêté (30/06/2020), la société RTF procède à l'enlèvement de l'ancienne cuve à fioul et des canalisations associées, au nettoyage de la cuvette de rétention et à la vérification éventuelle d'absence de pollution des sols. Les justifications sont transmis à l'inspection des installations classées dans le même délai de 1 an.

Constats :

Cette disposition fait suite à l'arrêté préfectoral complémentaire du 30/06/2020. L'opération a été réalisée entre les deux périodes de crise sanitaire COVID19 et l'exploitant n'a pas transmis les justifications à l'inspection.

L'exploitant a présenté en séance le bordereau de suivi des déchets BSD du 12/05/2020, de dégazage et de découpe de la cuve fioul.

L'inspection sur site confirme l'enlèvement de la cuve et l'absence de pollution visuelle sur la dalle en béton de l'ancienne rétention.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Audits environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 9.4.2

Thème(s) : Situation administrative, Bilans périodiques

Prescription contrôlée :

Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas 3 ans.

En cas de demande de l'inspection des installations classées cette vérification est effectuée par un organisme extérieur compétent et indépendant.

Les résultats de ces vérifications doivent être archivés et tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les modalités de l'audit défini dans cet article pourront être revues par l'inspecteur des installations classées en fonction des résultats observés, de l'expérience acquise et sur présentation d'un dossier motivé.

<p>Constats :</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis en amont de la visite, le dernier audit de conformité réglementaire en date du 23/03/2023. Le document analyse l'ensemble des dispositions applicables (AP et AMPG).</p> <p>L'inspection relève que les mesures mises en œuvre pour respecter la disposition, ne sont pas toujours présentées.</p> <p>Par ailleurs, la périodicité de renouvellement de l'audit arrivant à échéance et RTF souhaitant dans le cadre de l'antériorité en enregistrement abroger les dispositions de l'arrêté préfectoral, un nouvel audit établi par un organisme extérieur compétent et indépendant paraît nécessaire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>RTF doit transmettre un nouvel audit de conformité réglementaire établi par un organisme extérieur compétent et indépendant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Gestion des produits

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des matières dangereuses présentes dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des matières dangereuses détenues, auquel est annexé un plan général des stockages. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté en séance le registre journalier des matières dangereuses détenues, indiquant la nature et la quantité des stocks et auquel est annexé un plan général.</p> <p>Le registre informatisé permet le lien direct avec les fiches de données de sécurité (FDS). L'inspection a noté que les stocks de produits dangereux ont fortement diminué depuis le transfert de l'activité d'optique.</p> <p>Ces documents sont enregistrés sur le serveur du site d'Orles et le serveur déporté du site de Torremila, pour être accessible en permanence.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Localisation des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des</p>

<p>caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits font partie de ce recensement.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'étude de dangers (EDD) établi lors de la demande d'autorisation en 2011 constitue le document de référence dans le recensement des risques. En 2020, l'évolution des activités du site a été analysée au travers d'une mise à jour de l'EDD.</p> <p>L'étude conclue que le recentrage des activités du site sur la production de carnets de feuilles à rouler, a permis de diminuer notablement les facteurs de risque majeur de l'établissement. Ceux-ci sont limités aujourd'hui à un seul risque majeur, l'incendie d'une des zones de stockages.</p> <p>L'exploitant dispose également d'une étude des zones ATEX, d'un plan de stockage des produits dangereux et des réservoirs de fioul, d'un plan des réseaux (notamment d'alimentation du gaz), et d'une zone d'aléa au risque inondation.</p> <p>Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.</p> <p>Enfin, l'inspection a constaté lors de la visite du site et en particulier de la zone des déchets, de l'affichage du pictogramme ATEX sur une zone déclassée et de l'utilisation d'une signalétique non conforme des produits dangereux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>RTF doit:</p> <ul style="list-style-type: none"> établir et transmettre copie d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger recensées (incendie, réseaux sensibles, stockages des produits dangereux et des réservoirs de fioul, zone inondable, etc); justifier la mise à jour de l'affichage sur site, des zone ATEX (et déclassement de la zone de déchet) et l'emploi des pictogrammes conformes au règlement CLP.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Stockage en îlots

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 5.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions d'exploitation applicables à tous les stockages</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les produits conditionnés en masse (balle, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1° Volume maximal des îlots : 10 000 m³ ;</p> <p>2° Distance entre deux îlots : 10 mètres minimum.</p> <p>Cette distance peut être inférieure lorsque le dépôt est équipé d'un système d'extinction automatique ou lorsque les deux îlots sont séparés par une paroi présentant les propriétés EI 120</p>

<p>surplombant le plus haut des deux îlots d'au moins deux mètres et débordant, au sol, la base de chacun des îlots d'au moins deux mètres ;</p> <p>3° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres sauf en cas de mise en place de système d'extinction automatique ;</p> <p>4° Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage pour les dépôts couverts.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a fait le point sur l'activité de stockage visée par la rubrique 1530.</p> <p>En application de l'article 5.1 de l'AMPG 1530 D du 30/09/2008, les produits conditionnés en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1° Volume maximal des îlots est inférieur à 10 000 m³ avec 1 700 m³ au stockage principal, 680 m³ au stockage secondaire et 560 m³ au stockage des bobines ;</p> <p>2° Distance entre deux îlots inférieure à 10 mètres avec un dépôt équipé d'un système d'extinction automatique de type sprinklage ;</p> <p>3° Hauteur maximale de stockage inférieure à 8 mètres et un système d'extinction automatique ;</p> <p>4° Une distance minimale de 1 mètre maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture (contrôlé visuellement).</p> <p>L'exploitant a rappelé que le réseau automatique de détection est assuré par les buses de sprinklage couvrant l'intégralité du site. Le déclenchement d'une tête de sprinklage s'accompagne, outre du démarrage du groupe électrogène des pompes du système d'extinction automatique (vérification hebdomadaire), du déclenchement de l'alarme incendie et d'un report sur le réseau de télésurveillance.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : FDS Respect de ces dispositions

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Règlement REACH : FDS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p> <p>b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ;</p> <p>c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a rappelé en séance que la FDS est obligatoire (elle doit être établie et transmise par le fournisseur pour les destinataires de la substance (S) ou du mélange (M) selon l'article 31 du règlement REACH) si :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La S est Persistante, Bioaccumulable et Toxique (PBT) ; - La S est très (Very) Persistante et très Bioaccumulable (vPvB) ; - La S est à la liste candidate (Voir sur le site de l'ECHA à l'adresse : https://echa.europa.eu/fr/candidate-list-table) ; - La S est dangereuse au sens du règlement CLP (Présence d'une mention de danger (de la forme Hxxx (Ex H250 : s'enflamme spontanément au contact de l'air)) ou d'un pictogramme) ;

<p>- Le M est dangereux au sens du règlement CLP. Il doit y avoir une FDS par fournisseur. De plus, l'inspection a vérifié par sondage que l'exploitant dispose des fiches de données de sécurité (FDS) et qu'il met en œuvre les dispositions indiquées, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les conditions de stockage du produit (rubrique 7 de la FDS) ; - la défense incendie (rubrique 5 de la FDS) ; - les conditions d'élimination (rubrique 13 de la FDS). <p>La FDS consultée qui correspond à la « Colle aderis 9010 » liquide irritant corrosif dangereux pour l'environnement, dont 12 kg sont présents le jour de la visite, n'appelle pas d'observation particulière de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : ESP : Liste des ESP

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Présence de la liste des ESP</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté en séance la liste des ESP en date du 3/11/2025 qui recense seulement 2 équipements liés à la cuve d'air comprimé mise en service en 2022. Au regard des installations présentes sur le site, l'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer l'absence d'autres ESP, notamment en lien avec les groupes froids, le dispositif de sprinklage, les chaudières.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : RTF doit confirmer l'absence de récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions des ESP, liés aux dispositifs présents telles que les groupes froids, le dispositif de sprinklage, les chaudières, etc.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 10 : ESP : Compte rendu d'inspection périodique (IP)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Existence d'un compte rendu d'inspection conforme</p>
<p>Prescription contrôlée : L'inspection périodique est réalisée : - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou</p>

<p>extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;</p> <p>- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.</p> <p>II. Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.</p> <p>III. Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après le registre et l'attestation de mise en service en 2022 présentés, les ESP recensés ont été mis en service en 2022 et la première inspection doit intervenir en 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>RTF doit transmettre l'attestation d'inspection périodique des ESP mis en service en 2022, une fois celle-ci réalisée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 11 : ESP : Attestation de requalification Périodique (RP)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Existence d'une attestation de requalification périodique conforme</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'organisme habilité (APAVE, BUREAU VERITAS, ASAP) émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement(s) concerné(s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>III. Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne ... La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. ... L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV. Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; - dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise

hors service n'a pas été matérialisée.
Constats : D'après le registre et l'attestation de mise en service en 2022 présentés, les ESP recensés ont été mis en service en 2022 et la première requalification doit intervenir en 2032.
Type de suites proposées : Sans suite